

# Ukraine : le difficile chemin vers l'unification d'un pays multiculturel

## Description

**Au printemps 2019, l'élection de Volodymyr Zelenski a constitué un moment d'espoir pour le peuple ukrainien, séduit par les discours unificateurs et favorables au changement du nouveau Président. Mais, en octobre 2020 avec l'échec de son parti dans les régions, les élections régionales ont révélé la baisse considérable de sa popularité. Faire d'un pays aux identités plurielles un État-nation unitaire semble être un pari risqué.**

Volodymyr Zelenski a été élu à la fonction suprême de son pays le 20 mai 2019, avec un score de 73,2 % des voix, laissant loin derrière lui son prédécesseur Petro Porochenko (24,5 %). Ce franc succès s'est basé non seulement sur son charisme personnel et son image de *showman* réputé, mais surtout sur sa volonté de sortir l'Ukraine de la voie guerrière et nationaliste proposée par le Président sortant.



## Une volonté de changement qui se heurte à des entraves

Lors de son discours inaugural, V. Zelenski a exhorté les Ukrainiens à rester unis dans l'adversité. Il a plaidé pour le retour du Donbass et de la Crimée et appelé tous les Ukrainiens, qu'ils vivent dans le pays ou à l'étranger, à unir leurs forces pour construire une nouvelle Ukraine, promettant la citoyenneté ukrainienne aux nationaux qui ne l'auraient pas encore<sup>(1)</sup>.

Afin de s'imposer sans tarder, le Président a tout de suite annoncé la dissolution du Parlement (*Verkhovna Rada*) et l'organisation d'élections législatives anticipées, le 21 juillet. Il a appelé, le 30 mai, à la révocation du chef du Service de sécurité Vassyl Hrytsak, du ministre de la Défense Stepan Poltorak, de celui des Affaires étrangères Pavlo Klimkine et du Procureur général Iouri Loutsenko. Ces manœuvres ont été fortement entravées par le Parlement, laissant peu de marge de manœuvre à un V. Zelenski qui, dans le même temps, se voyait critiquer pour certaines nominations de proches d'oligarques bien connus dans le pays. Les entraves se sont depuis multipliées, constituant presque une caractéristique de la présidence Zelenski. Dans ces conditions, on comprend qu'il ne soit pas simple d'atteindre les objectifs fixés

## Une demande de renouveau politique

Pourtant, les Ukrainiens ont de fortes attentes en matière de renouveau. Fin 2013, alors que régnait un équilibre politique fragile, le pays était miné par la corruption, la concentration renforcée des pouvoirs dans les mains du clan Ianoukovitch et une situation économique dégradée. C'est dans ce contexte qu'est intervenu le refus de signature de l'accord d'association avec l'Union européenne par le Président Ianoukovitch, provoquant les premières manifestations à Kyiv. Viktor Ianoukovitch a quitté la capitale le 22 février, après la mort de plus d'une centaine d'Ukrainiens sur la place Maïdan entre les

---

18 et 21 février. Les manifestants ont alors pris le contrôle du Parlement et du Palais présidentiel. Dans les régions, le pouvoir est progressivement passé aux mains des manifestants. Un mois plus tard, l'Ukraine perdait la Crimée, et les régions de Donetsk et de Louhansk se rebellaient.

Après de tels événements, le besoin d'une nouvelle voie de développement politique, social et économique s'est fait sentir : Petro Porochenko a alors été élu à la tête du pays dès le premier tour de l'élection de mai 2014. Le pays a semblé être à un tournant de son histoire : le nouveau chef de l'État a proposé une politique d'unification du pays, de lutte contre la corruption et de réformes dans l'administration. Quitte à ne pas tenir compte du fait que, dans un pays qui se trouve *de facto* en guerre (l'intensification des combats à l'Est entraînant en outre une dégradation de la situation économique) et qui, à mesure que les mois passent, rejette de plus en plus fortement cette guerre, l'objectif de création d'une nation unitaire peut sembler vouloir se faire au détriment de nombreux marqueurs identitaires (notamment linguistiques). Cette nouvelle ligne politique a ainsi été rapidement rejetée dans les régions, incapables de s'identifier à ces nouvelles caractéristiques de la nation.

Tandis que P. Porochenko poursuivait son ambition de faire émerger un État unitaire, avec une langue, une religion (incarnée par l'Église autocéphale ukrainienne) et une histoire nationale – meilleur moyen selon lui de pousser le pays à se réunifier autour d'une vision commune et, ainsi, de prospérer –, les divisions se sont renforcées au sein de la société et d'autres sont apparues.

### **Une unification culturelle complexe**

Il est vrai que l'Ukraine s'est formée à la croisée de plusieurs empires ou États : russe, polono-lituanien, austro-hongrois et, enfin, le khanat de Crimée conquis par l'empire russe à la fin du 18<sup>ème</sup> siècle. Cet espace donnera lieu à la création de la République socialiste soviétique d'Ukraine (RSSU), partie intégrante de l'Union soviétique dès 1922. En surface, la pluralité de peuples et de cultures territoriales qui cohabitaient sur ce territoire n'a pas posé problème pour se fondre au sein de l'idéologie multiculturelle soviétique. En revanche, la situation s'est compliquée lorsque le pays a pu accéder à son indépendance et a fait le choix d'une organisation unitaire, en lieu et place de la politique multiculturelle de mise durant l'Union soviétique.

À la chute de l'URSS fin 1991, l'Ukraine devient en effet un pays unitaire, calqué sur les frontières de la RSSU (Crimée incluse, conformément au don effectué par Nikita Khrouchtchev en 1954), héritant ainsi des différences linguistiques, religieuses et culturelles que cet espace comprenait. Ces différences vont devenir des divisions et provoquer la fragmentation territoriale et politique de l'Ukraine. Au début de l'indépendance, les régions ukrainiennes ont en effet eu des velléités d'accroître leur statut dans le cadre du nouvel État. On a alors assisté, dans les années 1992-1994, à une lutte entre partisans de l'unitarisme et tenants du fédéralisme. Les élites régionales espéraient bien renforcer leurs positions en s'opposant à Kyiv, qui s'est employé à réaffirmer le caractère unitaire de l'État, garanti par la Constitution de 1996. Simultanément, la concurrence entre les élites politiques des différentes régions, notamment entre l'Est et l'Ouest du pays s'est, elle, maintenue.

On a alors redécouvert que l'Ukraine, schématiquement, se composait d'une partie de l'ancien empire polono-lituanien et d'une partie de l'ancien empire russe, ces deux espaces se distinguant par le maintien d'une frontière culturelle presque palpable. Cette identification culturelle régionale est principalement linguistique, divisant le pays entre un Ouest ukrainophone et un Sud-Est russophone. La politique d'ukrainisation lancée par P. Porochenko, qui semblait favorable aux régions de l'Ouest, a bien évidemment été accueillie avec méfiance par les régions du Sud-Est. C'est donc aux stigmates

---

d'une société intrinsèquement divisée qu'est venu s'agréger le mécontentement de l'ensemble de la population à l'égard des réformes économiques entreprises et d'un conflit armé dans l'est du pays qui se prolongeait.

L'échec de P. Porochenko réside en partie sur cette tentative de transformer en État-nation unitaire un pays dans lequel différentes histoires socioculturelles se superposent, laissant un héritage linguistique et identitaire jugé précieux par chacun. Le pays est resté imperméable aux idées du Président qui ont surtout eu pour effet de cristalliser les logiques identitaires régionales et de renforcer les divisions. Dans ce contexte, le discours de paix et de rassemblement tenu par le candidat V. Zelenski a été particulièrement bien accueilli.

### **Le mandat décevant de V. Zelenski**

Une fois aux affaires, le nouveau Président n'a toutefois pas vraiment tenu ses promesses, agissant fort peu à contre-courant de son prédécesseur. Il a ainsi poursuivi la politique d'ukrainisation adoptée sous P. Porochenko par la loi sur l'éducation de 2017 qui prévoyait, entre autres, une réduction progressive de l'enseignement dans les langues des minorités, et par la loi de 2019, rendant obligatoire l'utilisation de la langue ukrainienne dans la vie publique (domaines privé et religieux en sont exclus). Les minorités linguistiques ont pourtant toujours vu ces lois comme une violation du droit. Leur non-remise en cause par V. Zelenski a constitué une forte déception pour nombre d'électeurs, qui y ont vu la trahison d'une promesse.

En outre, la loi de 2014 sur le statut spécial des deux républiques autoproclamées du Donbass est censée être en vigueur, prolongée chaque année, mais, de fait, elle n'est toujours pas mise en œuvre, les conditions de son application (retrait des forces armées et tenue d'élections) n'étant pas remplies. V. Zelenski aurait pourtant souhaité avancer sur ce sujet, comme l'a montré le sommet en Format Normandie qui s'est tenu à Paris le 9 décembre 2019 en présence des présidents ukrainien, russe et français et de la Chancelière allemande. Porteur d'espoirs, ce sommet a mené à quelques avancées – notamment plusieurs échanges de prisonniers intervenus dans les mois qui ont suivi et un respect plus strict du cessez-le-feu depuis juillet 2020 – mais n'a permis aucun progrès concernant le statut des régions de Donetsk et de Louhansk.

Par ailleurs, les marges de manœuvre de V. Zelenski sont considérablement réduites par le fait que son entourage est influencé par des oligarques particulièrement puissants. Alors que la population attendait des avancées en matière de lutte contre la corruption, cette proximité entre les hautes sphères du pouvoir politique et des milieux d'affaires peu recommandables a fortement nui à la popularité de V. Zelenski.

Les élections régionales d'octobre 2020 ont à la fois entériné la déception des électeurs et confirmé la division du pays entre Est et Ouest, le renforcement du poids politique des autorités locales et des groupes financiers et industriels qui les soutiennent apparaissant comme la conséquence de l'affaiblissement du gouvernement central. Le taux de participation a battu un record historique, avec seulement 37 % au premier tour et 29 % au second, les électeurs ne jugeant pas nécessaire de se mobiliser, en particulier, pour un parti présidentiel qui porte de plus en plus mal son nom de *Serviteur du peuple*. Ce scrutin a en revanche attesté de la victoire des élites locales, avec un soutien significatif des électeurs aux projets politiques régionaux et aux maires déjà en fonction. Bien souvent, ce sont des personnalités « sans étiquette » qui ont remporté les élections (dans certaines villes mais, surtout, dans les régions). Des groupes oligarchiques locaux ont ainsi renforcé leur indépendance vis-à-vis du

---

gouvernement central. Au final, trois partis représentés au Parlement se sont partagés l'essentiel des voix : deux formations de l'opposition – *Solidarité européenne* de P. Porochenko et la *Plateforme d'opposition – Pour la vie* –, ainsi que *Serviteur du peuple*, arrivé à la troisième place.

Ces résultats plus que mitigés invitent à la réflexion. Le relatif échec de V. Zelenski semble bien lié à son incapacité à réaliser son objectif visant à « unir tous les Ukrainiens » et à mettre fin à la rhétorique de confrontation. Outre les maladresses d'un *leader* peu expérimenté et visiblement mal entouré, on peut incriminer la difficulté – voire le refus ? – d'un pays à dépasser des particularismes régionaux profondément ancrés. Dès lors, on peut se demander quelle forme doit prendre l'organisation de l'Ukraine si l'on souhaite prévenir la poursuite de son morcellement.

**Note :**

(1) Dans la plupart des pays de la région, [la citoyenneté ne recouvre pas forcément la nationalité](#).

**Vignette** : Adresse du président V. Zelenski à la Rada ukrainienne, 20 octobre 2020 (crédit : site de la Présidence ukrainienne).



[Retour en haut de page](#)

\* Olga CHEKHURSKA est étudiante en deuxième année de Master de Hautes Études internationales à l'INALCO.

**date créée**

25/01/2021

**Champs de Méta**

**Auteur-article** : Olga CHEKHURSKA\*